

POLITIQUES DE PRIX A LA PRODUCTION AGRICOLE
ET NIVEAUX DE REVENUS

Jacques CHARMES
Philippe COUTY
Claude ROBINEAU

Il a été souvent reproché aux études de l'ORSTOM de ne pas déboucher sur des analyses macro-économiques. Et il est vrai que l'une des particularités de nos travaux est à rechercher dans un approfondissement pluridisciplinaire ponctuel et localisé. Nous voudrions essayer de rapprocher ces touches ponctuelles afin d'aboutir à une approche globale, "impressionniste" des phénomènes.

Sur le plan méthodologique et conceptuel, ce travail a été entrepris à partir d'études rurales et régionales sous le thème "Terroir, Ethnie, Région". (Voir bibliographie en fin de volume). Concernant essentiellement les milieux ruraux et principalement dans l'Afrique de l'Ouest, ce travail démonte les mécanismes intellectuels, conceptuels et méthodologiques, explicites ou implicites par lesquels les résultats obtenus au niveau micro-économique acquièrent une validité à un niveau régional. Parmi les opérateurs de généralisation mis au jour, on relève le cadrage ethnique, les dispositifs d'analyse en termes de systèmes et sous-systèmes de production emboîtés, des phénomènes régionaux comme les migrations, les analyses géographiques fines permettant la sélection de facteurs et de typologies à portée générale, le cadrage historique.

D'une manière générale, on notera qu'il s'agit de procédés destinés à faire apparaître la portée générale de résultats obtenus à un niveau micro-économique. Ces procédés privilégient les aspects qualitatifs, structurels au détriment du quantitatif et des performances mesurables.

Ce travail de comparaison et d'analyse des concepts, méthodologies et procédés de généralisation reste à faire à partir des études urbaines.

Une autre approche de la dimension macro-économique consiste cependant à dépasser les cloisonnements entre milieu rural et milieu urbain, secteur agricole, secteur moderne et secteur non structuré et à mettre l'accent sur les liaisons et les processus d'entraînement qui se nouent à l'intérieur de ces milieux et secteurs ou entre les uns et les autres.

Une occasion pourrait consister à appliquer désormais une telle démarche comparative à des aspects plus théoriques des politiques économiques. Nous nous proposons - mais ce n'est qu'une proposition, et il vous est demandé d'en faire d'autres - d'éclairer la question d'actualité suivante :

On prétend aujourd'hui que la revalorisation des prix aux producteurs agricoles permettrait d'augmenter le niveau des productions dans des proportions relativement importantes, mais que le niveau de vie en milieu urbain ne permet qu'une marge de manoeuvre réduite, sauf à admettre et tolérer un gonflement considérable des compensations budgétaires.

Que nous enseignent les monographies ou plus généralement les études de l'ORSTOM sur la question posée ?

Que nous enseignent les monographies ruralistes sur le rôle de l'incitation par les prix, et plus généralement sur les obstacles et les incitations à l'augmentation des productions agricoles ? Quelles ont été les conséquences de la stagnation ou de la régression des revenus agricoles ? Quelles seraient les conséquences d'une augmentation de ces revenus ?

- en ce qui concerne l'ostentation et l'accumulation ?
- en ce qui concerne l'exode rural ?
- en ce qui concerne les activités rurales non agricoles ?
- en ce qui concerne les marchés urbains du secteur non structuré et du secteur moderne ?

Que nous enseignent par ailleurs, les monographies urbaines, ou d'une façon plus générale, les études portant sur les activités non agricoles, sur le niveau des revenus urbains ? Les revenus du secteur non structuré ne sont-ils pas plus élevés que ne le laissait supposer la théorie ou la simple évidence ? Les revenus salariaux ne sont-ils pas le plus souvent complétés de façon substantielle par des revenus non salariaux ? Quelles seraient les conséquences d'une augmentation des prix des produits agricoles sur les niveaux de vie en milieu urbain ? Quelles seraient les conséquences d'une augmentation des revenus agricoles sur le niveau des activités urbaines (secteur non structuré aussi bien que secteur moderne) ?

Nous proposons - mais il y a là matière à débat - que l'accent soit mis sur les liaisons et les processus d'entraînement qui peuvent se nouer entre secteur agricole et secteur non structuré, notamment à partir d'accroissements spontanés ou provoqués de la production vivrière commercialisée. Cette problématique est différente de celle qui a porté autrefois sur les rapports villes/campagnes puisque, formulée en termes globaux sans exclure la référence aux groupes sociaux pertinents, elle envisage expressément des liaisons pouvant jouer :

- soit au sein de la société rurale, entre paysans et artisans ou commerçants par exemple ;
- soit en ville (échanges entre producteurs des couronnes maraîchères et consommateurs urbains...) ;
- soit entre ruraux et urbains (notamment des centres secondaires).

Chacun de nous, qu'il soit ruraliste ou non ruraliste, s'est posé au moins une des questions précédentes au cours de sa recherche. Il ne lui est ici demandé que de répondre à cette question, pas à toutes : c'est de l'addition de ces réponses partielles que nous espérons - par une démarche collective qui se traduira par une publication, et peut-être un colloque - faire sortir un éclairage global, macro-économique de la question posée.

Et faut-il le répéter ? Il y aurait bien d'autres questions qui pourraient être examinées de cette façon et les suggestions seront les bienvenues.

Ce type de recherche se rattache :

- aux études de filières menées, entre autres, par le GERDAT. (Exemple la thèse de M.P. PALLESCHI sur l'exemple d'une filière maraîchère en Côte d'Ivoire, soutenue à Montpellier en juillet 1984).

- aux récents travaux de l'IFPRI (P.B.P. HAZELL et A. ROELL : Rural growth linkages. Household expenditure patterns in Malaysia and Nigeria, IFPRI, septembre 1983).

- à la communication présentée par J. CHARMES, Ph. COUTY et G. WINTER, au Congrès des Economistes de Langue Française en mai 1984, et qu'on trouvera reproduite ci-après en partie III ("Réflexions").

- et plus généralement, aux travaux de type historique sur le rôle dans le long terme des forces du marché dans l'évolution des sociétés africaines et leur intégration entre elles ou avec le reste du monde, (A.G. HOPKINS, Economic History of West Africa, 1980).

La Journée des Economistes de l'ORSTOM, tenue à l'ENSAE le 11 septembre 1984 avait d'ailleurs montré que les participants étaient favorables à la mise en route d'une réflexion collective sur le thème du marché dans les pays en développement.

C'est une bonne occasion de reprendre, dans une perspective nouvelle, à partir de cas concrets et de données empiriques, l'étude de la transition à laquelle le groupe AMIRA a consacré des efforts importants avant 1980.

Il devrait être entendu, toutefois, que l'on ne se préoccupera plus de vérifier selon quelles modalités et à quel rythme telle ou telle société évolue vers un point d'arrivée considéré comme inéluctable et qualifié d'emblée de "capitalisme". On accepte au contraire l'hypothèse selon laquelle les évolutions observables aujourd'hui peuvent avoir un caractère original et mener à des situations nouvelles, qu'il s'agira justement d'analyser et de caractériser sans idée préconçue.

Concrètement, le travail pourrait commencer par la consultation d'un certain nombre de chercheurs et praticiens intéres-

sés, par le rassemblement de communications, et par une réunion de discussion préliminaire qui pourrait coïncider avec la rencontre des économistes de l'ORSTOM prévue pour septembre 1985, ou les journées du Département H, prévues pour la même période.

Pour que ce genre d'exercice soit démonstratif, une règle impérative est d'appuyer toute affirmation ou toute thèse sur des données empiriques bien définies (c'est-à-dire en donnant toute précision sur le champ et la méthode d'investigation). Cela ne veut pas dire que toute hypothèse doit être exclue du discours, mais qu'elle apparaisse bien comme telle, c'est-à-dire nécessitant une vérification empirique.

Il serait proposé aux participants de présenter en priorité des études de cas s'appuyant sur une collecte originale de données, et de donner des informations précises sur la méthodologie employée pour cette collecte. Les textes purement généraux, programmatiques ou théoriques devraient s'accompagner de suggestions détaillées sur la manière de vérifier ou d'infirmier les hypothèses avancées.

Equipe ORSTOM - AMIRA N°2

ORSTOM

Département H

Conditions d'un développement indépendant

ECONOMIES EN TRANSITION

Concepts, analyses, méthodes d'investigation

**J. CHARMES
Ph. COUTY
Cl. ROBINEAU**

JUIN 1985